

Souveraineté La Solution inc.

Montage financier

Il était écrit dans un grand quotidien il y a plusieurs années que le Québec n'avait pas de projets rentables. Souveraineté La Solution inc. a trouvé une solution il y a longtemps à tous ces projets, elle écrivait à la toute fin des montages financiers le paragraphe suivant:

Un projet gouvernemental qui est un moteur de l'économie et qui a un impact social avec des rentrées de fonds dans les coffres du gouvernement de 2-3-4 fois basé sur son coût d'exploitation, sans compter les bienfaits rendus au peuple, les administrateurs peuvent se permettre un déficit calculé et respectable maximum 10% de son coût d'exploitation.

Mais rien n'y fit, l'aéroport de Mirabel n'a toujours pas de moyens de transport et est toujours réduit à un éléphant blanc ainsi que les municipalités du Québec. Tout porte à croire que les gouvernements ne veulent pas. Pourtant tout le peuple se cotise et il a créé la Caisse de dépôts et de placements pour relever l'économie du Québec et se donner du social, mais les dirigeants d'aujourd'hui préfèrent investir nos cotisations (argent) à l'extérieur du Québec. Selon le rapport de la Caisse de dépôts en 2011 il y avait plus de 4.6% de nos cotisations, sur un total de plus de \$144 milliards, investi hors Québec. Un syndicat qui gère par la bande une partie de nos impôts qui étaient au préalable destinés au gouvernement pour administrer et nous donner du social, avec nos impôts et \$500.00 du \$1000.00 de RÉER pour un total accumulé de \$8.2 milliards, c'est plus de 46% qui est investi hors Québec. Les caisses de retraite ont sorti de l'économie québécoise en quelques années plus de \$500 milliards, c'est sans compter l'impôt des grandes entreprises et des banques ainsi que tout argent envoyé dans des pays surnommés paradis fiscaux.

Si nous mettions ½ % de frais sur tous les argents qui sortent du Québec (abris fiscaux, achats de propriétés, etc.), nous pourrions verser ce montant dans les coffres de l'état québécois. Ceci est sans compter l'évaluation du ministère du transport, exemple:

Que le Parti Québécois fasse une évaluation des besoins de tous les ministères en terme de dollars. Exemple : évaluation routes, éducation, environnement, emploi, etc. Suite à l'évaluation, le gouvernement au pouvoir débiterait tous les travaux. Pour les sommes manquantes, le gouvernement ferait une émission d'obligations qui amènerait une déduction d'impôt ou des intérêts avec deux choix par citoyen, avec comme critères écrits que tous surplus engendrés par l'émission de telles obligations seraient à 50 % affectés au remboursement de la dette nationale et 50 % dans d'autres secteurs d'investissement qui seraient indépendants l'un de l'autre et comptabilisés. Le peuple serait plus critique face aux dépenses du gouvernement et exigerait donc un meilleur contrôle.

Nous aurions dû débiter la construction d'un monorail à la grandeur du Québec il y a très longtemps. Nous avons les moyens, la matière grise, la technologie et la main-d'oeuvre, il nous manque une volonté politique. Le pays du Québec connaîtrait ensuite un essor économique sans précédent et cela pour plusieurs années à venir.